

Chapitre 2 : Les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres

Objectifs : mettre en évidence les caractéristiques des régimes totalitaires (idéologie, formes et degrés d'adhésion, usage de la violence et de la terreur) et leurs conséquences sur l'ordre européen.

Introduction :

Dans l'entre-deux-guerres, des régimes d'un type nouveau voient le jour dans certains Etats européens déstabilisés par la Première Guerre mondiale et la crise de 1929 : les régimes totalitaires (régimes à parti unique, n'admettant aucune opposition et dans lesquels l'Etat tend à confisquer la totalité des activités de la société). Une situation de crise et de violence politique favorise l'arrivée au pouvoir de dirigeants comme Benito Mussolini en Italie, Joseph Staline en URSS et Adolf Hitler en Allemagne.

Ces trois régimes n'ont pas les mêmes idéologies mais ils présentent des caractéristiques communes : parti unique, chef tout puissant, propagande, censure, terreur, contrôle étroit de la société et de l'économie, volonté guerrière...

Les démocraties européennes **ne réagissent pas à l'impérialisme**, facilitant **l'entente** entre ces régimes.

Problématiques :

Quels sont les caractéristiques et les similitudes des régimes totalitaires ?

Quel est leur impact sur l'ordre européen ?

Définitions :

- Collectivisation (agricole) : mise en commun de toutes les terres.
- Culte de la personnalité : admiration **sans borne** portée à un chef d'Etat charismatique.
- Espace vital : (voir caractéristiques de l'idéologie nazie)
- Pogroms : signifie dévastation en russe, c'est une attaque accompagnée de pillage et de meurtres perpétrée contre une communauté juive (d'abord dans l'Empire russe particulièrement en Pologne, en Ukraine et en Bessarabie entre 1881 et 1921).
- Propagande : action exercée sur l'opinion, pour l'influencer, le convaincre.

- Totalitarisme : le totalitarisme est un **système politique** dans lequel **un mouvement idéologique** aspire à un **contrôle absolu** de la population de son pays, voire du monde entier, dans tous les aspects de la vie, qu'elle soit publique ou privée. Pour ce faire, un état totalitaire va instaurer **une dictature du parti unique, en état d'exception permanent,** et va **atomiser,** par **la répression physique,** la propagande et l'embrigadement idéologique, **toutes les structures traditionnelles de la société** (qu'elles soient publiques ou privées, morales, familiales ou politiques), jusqu'à ce que le seul lien unissant l'individu à l'état soit un lien entre **lui et le chef du parti unique, le guide.** Cette atomisation de la société vise à permettre à terme **la transformation complète de la société et de la nature humaine** selon les principes d'une **idéologie unique légitimée scientifiquement et** prétendant **pouvoir accélérer la finalité de l'histoire,** que ce soit par **la compréhension de ses lois** (communisme), ou par la compréhension **des lois de la Nature** (nazisme).
(aller à la fin du cours pour avoir la démonstration complète de la valeur euristique du concept de totalitarisme)

I. Des régimes nés dans l'entre-deux-guerres

1) Le régime totalitaire de Staline (1924-1953)

a) Arrivée au pouvoir :

Après la révolution d'Octobre 1917 (deuxième révolution, suivant celle de février 1917), Lénine, leader des bolchéviques, renverse le gouvernement provisoire qui avait été mis en place après la révolution de février. Il s'en suit une guerre civile entre les « rouges » (PC) et les blancs (partisans du tsar). Après avoir remporté la guerre civile, le camp des rouges se voit en mesure d'établir durablement son Etat. Ainsi, en 1922, Lénine transforme définitivement l'Empire Russe en URSS. En 1924, Staline succède à Lénine après sa mort, en dépit du fait que Lénine avait explicitement décrié Staline dans son testament, c'est lui qui devient secrétaire général du parti communiste. De 1924 à 1928, Staline va progressivement supplanter tous ses rivaux, politiques et idéologiques, notamment Trotski qui sera déporté dans un Goulag en Sibérie. En outre, Staline parvient à réaliser cette purge sans qu'elle ne s'ébruite dans les pays occidentaux (un poète français comme Louis Aragon ira même jusqu'à soutenir Staline avec conviction). A partir de 1928, il n'y a plus qu'un seul parti en URSS (parti unique), le PCUS (Parti-communiste de l'Union soviétique).

b) Les caractéristiques de l'idéologie communiste :

L'idéologie communiste se fonde sur l'ouvrage majeur d'économie politique, de l'intellectuel allemand Karl Marx, *Das Kapital*. L'idéologie communiste repose sur **la disparition des classes sociales**, la **collectivisation des terres et la suppression du droit de propriété**. Cette suppression des classes sociales ne peut se faire, selon la doctrine marxiste-léniniste, qu'après l'instauration passagère mais nécessaire **d'une dictature du prolétariat**, permettant de **renverser durablement les élites bourgeoises**.

c) Les objectifs de Staline :

Staline souhaite avant tout faire de l'URSS une **superpuissance**, il souhaite **industrialiser l'Union**, réformer son système agraire, **contrôler son économie** et la rendre **autosuffisante**, afin de **concurrencer** les puissances occidentales. (Sa doctrine politique va à l'encontre de la doctrine trotskiste de la Révolution permanente et internationaliste.) Ce qui est particulièrement important à spécifier c'est que Staline, **contrairement à Lénine** qui souhaitait mettre en place un capitalisme d'Etat pour relancer l'économie de l'Union après la guerre civile (1917-1921) cherche quant à lui à instaurer une **pure économie collectiviste et centralisée**.

En un sens, le communisme stalinien est une sorte de **communisme nationaliste**, qui va à l'encontre de la **dimension internationaliste** de la théorie marxiste d'origine, et qui cherche avant tout à construire un **Etat communiste puissant**, bénéficiant de **l'héritage territorial et humain de l'Empire Russe**.

Sur le plan politique, Staline souhaite également **affirmer son pouvoir**, en intensifiant **le contrôle et la répression des populations**, ainsi qu'en répandant **l'idéologie communiste** dans toutes les républiques de l'Union. Par cette propagation de l'idéologie communiste, Staline entend également uniformiser les républiques de l'Union, qui, au départ, souhaitent conserver **leur unicité ethnique et culturelle respective**.

Enfin, cette uniformisation passe par la mise en valeur d'un homme nouveau, que les journaux dissidents **samizdats** nommaient *l'homo sovieticus*, qui se devait d'être complètement **dévoué au collectif**, libéré des aliénations, superstitions, préjugés, **scrupules bourgeois** et autres « **déchets idéologiques du passé bons pour les poubelles de l'histoire** ».

d) Les moyens utilisés pour atteindre les objectifs :

Dès qu'il arrive au pouvoir, Staline **s'éloigne**, conformément à sa vision de l'économie et du développement industriel de l'Union, de la **NEP** (*novaïa*

ekonomitcheskaja politika), qui, depuis 1921, visait à « faire au capitalisme une place limitée pour un temps limité ». Plutôt que d'instaurer un capitalisme d'état, Staline va donc préférer nationaliser toute l'économie, et initier un processus d'industrialisation massive ainsi que de collectivisation des terres agricoles (mise en commun de toutes les terres).

A partir de 1929 (1^{er} plan quinquennal), afin d'assurer la constance des rendements agricoles, et afin de libérer une main d'œuvre¹ nécessaire au développement de l'industrie, Staline commence donc à exproprier le monde paysan et déporte les anciens propriétaires terriens les plus riches et les plus opposés à la collectivisation, les *koulaks*. Une fois les paysans expropriés et les *koulaks* éliminés ou déportés (entre 1929 et 1933, 2 100 000 personnes considérées comme des *koulaks* furent déportées), l'Etat put imposer la formation des *kolkhoses* et des *sovkhoses* (espaces terriens mis en commun, dans lesquels les paysans partagent les récoltes et les outils), comme une unité de base du système agraire soviétique. Les paysans ne peuvent cependant pas choisir le *kolkhose* ou le *sovkhose* dans lequel ils vont travailler, c'est l'Etat qui leur impose leur lieu de vie et de travail, bien que les *kolkozniiks* étaient tout de même autorisés à posséder symboliquement des terres, de l'ordre de

¹ Avec l'émergence des famines, entre autre liés à un exode rural trop précipité, Staline finira par

4 000 m², et un peu de bétail. Au début des années 1930, **près de 90%** des terres agricoles étaient collectivisés, mais une transition aussi brutale s'accompagna aussi de son lot de **contestations**, notamment en **Ukraine**, qui représentait pourtant **22.5% de la production agricole de l'Union**. Cependant ses révoltes furent **vaines**, et dans le cas de l'Ukraine, les réticences du monde paysan furent même punies par l'organisation volontaire d'une **famine** considérée par beaucoup comme « génocidaire », l'**Holodomor**, ayant causé la mort de plus de 6 millions d'ukrainiens.

Le « Grand tournant » stalinien de 1929 ne cherche pas seulement à réformer le système agraire, mais il souhaite aussi et surtout développer **l'industrie lourde de l'URSS²** (industrie chimique, métallurgique, **charbonnière**, armement...). **Conformément à cet objectif**, Staline va mettre en place avec le **Gosplan**, des **plans quinquennaux**, qui vont fixer des objectifs démesurés de **production et de modernisation**. Par exemple, alors que la production d'acier de l'Union n'est encore estimée qu'à 10 millions de tonnes, Staline souhaite la faire passer à **17 millions de tonnes en 5 ans**.

² Les intérêts de l'agriculture et de l'industrie ne sont toutefois **pas toujours complémentaires** (l'Etat soviétique n'hésite pas à exporter des denrées agricoles pour financer son industrialisation, alors même qu'une partie de sa population souffre de la famine). Cependant, pour Staline, **la collectivisation des terres va de pair avec le développement industriel**.

Sur le plan industriel, Staline va donc favoriser une **croissance** « extensive », fondée sur **l'ouverture de nouvelles usines** et sur l'exploitation **de nouveaux gisements**, notamment dans des régions jusqu'alors délaissées par les autorités, telles que la Sibérie. En 5 ans, **2000 usines** sont construites, ainsi que de **nouvelles infrastructures**, telles que le **canal de la mer Blanche** ou le *Dnieprostroi*, ni plus ni moins que le plus grand barrage hydroélectrique du monde en **1932**.

En 1953, à la mort de Staline, alors même que 25 ans plus tôt **61%** de la production industrielle concernait les biens de consommations (dits « bien du groupe B » selon la terminologie soviétique), **71%** de celle-ci concerne désormais **les biens d'équipement** (dits bien du « groupe A »).

Les politiques de **collectivisation, d'industrialisation, de modernisation et de prévision du premier plan quinquennal** (1929-1933), ne peuvent cependant se réaliser efficacement qu'à l'aide d'un **pouvoir étatique fort**, auquel personne ne peut résister, dont la volonté et les objectifs demeurent **inébranlables**. Le principal **organisme carcéral** de l'URSS, le goulag, est d'ailleurs aussi bien **un outil de répression** qu'un **outil nécessaire de développement économique** (selon **Soljenitsyne**, la construction du canal de la mer Blanche aurait coûté la

vie à 250 000 hommes). Le fait que le système du Goulag ne soit pas simplement un outil de répression mais aussi **un pilier du développement industriel** de l'URSS explique en partie pourquoi le Politburo imposait au (GPU puis OGPU, puis NKVD) des **quotas de personnes à envoyer au Goulag**.

Ainsi, afin de renforcer **l'autorité coercitive** de son régime, Staline va faire usage de **la violence**, de **la persécution**, et de **l'espionnage** afin de **contrôler sa population**. En bref, à partir de 1928, il va transformer la dictature du prolétariat en une véritable **dictature totalitaire**, où disparaît la sphère privée, où plus aucune liberté individuelle n'a sa place, et où tous les citoyens sont terrorisés par la police politique, le NKVD **depuis 1934**.

Le 8 juin 1934, le parti communiste promulgue une loi, « la loi sur **la trahison de la patrie** » et qui **empêche tout recours** après une condamnation à mort. De **1936 à 1938**, sous la direction de **Nikolaï Iejov**, ont lieu les procès de Moscou, et ces derniers se serviront quasi-systématiquement de la loi du 8 juin 1934 pour établir leurs jugements. Les procès de Moscou se déroulent dans des tribunaux appelés **troïki**, et en seulement deux ans, des millions de citoyens y sont jugés comme des « ennemis » du Régime par le **NKVD**, selon des **motifs**

d'accusation bien souvent complètement arbitraires. Durant la grande terreur, entre 1937-38, le régime Stalinien va déporter plus de 800 000 personnes, et en exécuter plus de 7 500 000. Staline craint surtout d'être renversé par l'Armée, d'être minoré par d'autres figures influentes de l'URSS. Il ne va donc pas seulement réprimer son peuple, mais il va aussi faire exécuter toutes les personnalités politiques, tous les officiers pouvant potentiellement le concurrencer, lui faire de l'ombre, comme l'illustre bien l'assassinat de Léon Trotski au Mexique en 1940.

De plus, Staline s'attaquait tout particulièrement aux minorités ethniques, et il alternait également entre le philo et l'antisémitisme.

Le contrôle de la population et la consolidation idéologique de l'unité des différents peuples qui constituent l'URSS, passent également par l'embrigadement de la jeunesse, susceptible de constituer une population particulièrement docile et fanatique à l'avenir. C'est ainsi que sont créées les jeunesses léninistes communistes, les komsomols.

Enfin, l'affirmation du pouvoir stalinien, passe également par la mise en place d'une propagande absolument dantesque autour de Staline, confinant même jusqu'au culte de la personnalité, venant remplacer le

culte orthodoxe, témoignage alors gênant du tsarisme et dont **les Eglises** sont volontiers **détruites** par les autorités du régime soviétique.

Ce culte de la personnalité est **omniprésent** et transparaît notamment dans la publication régulière **de poèmes et d'articles à la gloire de Staline** dans le **Pravda**, seul **journal autorisé** dans l'Union. En outre, des myriades d'affiches, de tableaux, de portraits et de sculptures de propagande **réalistes-socialistes** le représentent dans toute sa grandeur, comme le père de la Nation, comme un **bienfaiteur infiniment vertueux**, plein d'espérance, sûr de lui-même autant que du destin de l'URSS, sévère mais juste. Staline est « **le petit père des peuples** » à la main de fer, personne ne peut et encore moins ne doit lui désobéir.

Cependant, cette propagande n'a pas seulement **une utilité politique**, elle ne concourt pas uniquement à l'instauration d'un régime totalitaire, elle présente également des **effets vertueux** sur **l'économie**, et pousse les ouvriers et les paysans à travailler le **plus efficacement possible**, en **venant contrebalancer le sentiment de non-sens** que peuvent ressentir les ouvriers lorsqu'ils travaillent, non plus pour eux-mêmes, mais pour la collectivité. C'est en tout cas tout l'intérêt **de la propagande ouvrière**, érigeant le portrait **d'un ouvrier**

modèle, Stakanov, censé inspirer toute la population soviétique et augmenter sa productivité.

2) Le régime nazi :

a) Arrivée au pouvoir d'Hitler :

Adolf Hitler est un Autrichien qui a combattu avec les troupes bavaroises durant la première guerre mondiale, il est connu pour avoir réalisé un parcours scolaire médiocre et pour avoir fréquenté les milieux antisémites viennois. Tout son parcours politique repose sur une volonté de venger le peuple allemand, dont la dignité et la condition auraient été meurtries par les conditions du traité de Versailles (28 juin 1919).

En 1920, après avoir rejoint le DAP et après avoir été repéré par Druxler, Hitler fonde le NSDAP. Il effectue une tentative de coup d'Etat en 1923, le putsch de la Brasserie du 8 novembre. Ce dernier échoue évidemment sur le plan politique, mais non pas sur le plan médiatique, puisqu'il permit de faire connaître le NSDAP sur la scène politique allemande. Suite à l'échec du coup d'Etat, Hitler est emprisonné et rédige à cette occasion et l'aide avec d'Alfred Rosenberg l'ouvrage fondateur de son idéologie, *Mein Kampf*, qui sera achevé en 1924.

Durant les années 30 en Allemagne, les **conséquences économiques dramatiques de la crise de 1929** vont brusquement déstabiliser **le modèle libéral**, aussi bien économique que politique, sur lequel reposait la **République de Weimar**. Les partis traditionnels vont devenir les boucs émissaires de la paupérisation et de **l'hyperinflation**, et des **alternatives politiques plus radicales** vont alors gagner en popularité (PC et NSDAP notamment). Ces dernières reposent toutes sur des **revendications sociales et populaires fortes**, ainsi que sur **une vive opposition** au libéralisme économique, et ce quelles que soient leurs divergences idéologiques. Le **profond ressentiment** qui traverse alors le peuple allemand à l'égard des puissances de la triple entente, couplé à **la résurgence d'un antisémitisme endémique** allant de pair avec la haine des élites financières, favorise évidemment la montée en puissance du NSDAP, au détriment du Parti Communiste. Les dimensions nationalistes et raciales du parti d'Hitler séduisent par **l'espérance glorieuse** qu'elles apportent à un peuple allemand humilié et meurtri, par l'horreur la plus sauvage de la guerre, autant que par **ses règles et ses lois les plus formelles**.

Le succès **du programme électoral** du NSDAP à la fin des années 20, lui permet de remporter de plus en plus de sièges **aux élections législatives (1928, 1930), jusqu'à**

devenir démocratiquement le groupe parlementaire le plus important à partir de **juillet 1932** (37,32% des voix). Quelques mois plus tard, alors qu'il devient vieillissant et qu'il a besoin d'un jeune et fougueux successeur, **Hindenburg** permet à Hitler d'accéder à la chancellerie le **30 janvier 1933**. Dans la nuit du 27 au 28 février **1933**, les **SA** (groupes paramilitaires soutenant le NSDAP) font officieusement incendier le Reichstag, avant d'accuser les communistes. Le parti communiste est alors interdit, et dès le **28 février 1933**, Hitler suspend par décret **les libertés politiques**, les libertés fondamentales de ses citoyens (liberté de la presse, liberté d'opinion, liberté d'expression et liberté de réunion). **Le 23 mars 1933**, Hitler, par la « loi d'habilitation », obtient **les pleins pouvoirs**, il peut désormais gouverner **sans l'approbation du parlement** ; les contrepouvoirs n'existent plus en Allemagne. Votée pour une période renouvelable de quatre ans, la loi reste en vigueur jusqu'à la chute du régime nazi, **en mai 1945**.

Le 14 **juillet 1933**, le parti **nazi** devient **le parti unique**. Avec sa police politique, sa dictature du parti unique et son idéologie raciste et eugéniste, le Régime nazi coche alors toutes les cases de l'état totalitaire, et il ne cessera de correspondre toujours plus aux caractéristiques du concept à mesure qu'il se radicalisera.

En 1934, Hindenburg meurt d'un cancer du poumon et la république de Weimar disparaît avec lui. C'est le début du **IIIème Reich**, Hitler devient le *Reichführer*, il a les pleins pouvoirs et plus aucune personnalité ni institution politique ne peut se mettre en travers de sa volonté. La même année, entre le **vendredi 29 juin et le lundi 2 juillet**, durant ce que l'on appelle « **la nuit des longs couteaux** », Hitler fait éliminer ses opposants au sein des SA. Le fondateur de la SA, **Ernest Röhm**, est notamment exécuté à **la prison de Stadelheim** le 1^{er} juillet 1934.

b) Les caractéristiques de l'idéologie nazie :

L'idéologie nazie repose sur des **principes raciaux, autoritaires, antisémites, nationalistes et impérialistes extrêmes** :

- L'idéologie nazie prône l'existence d'une race **pure et supérieure**, la race aryenne (le peuple germanique « originel »), menée par un guide tout puissant, le *Führer*. L'idéologie nazie cherche donc à **créer** cette race, à permettre son développement, en purifiant **le peuple allemand**.

- Cette race supérieure est établie par opposition avec une race **inférieure, nuisible**, qui doit être éliminée, **la race juive**.

- L'idéologie nazie est fondamentalement expansionniste et impérialiste,

Ce sont également les objectifs hitlériens de purification de la race aryenne qui vont justifier les politiques de stérilisation et d'extermination des **handicapés allemands**.

L'idéologie nazie est ainsi parfaitement résumée par l'un de ses slogans les plus célèbres :

« Ein Reich, Ein Volk, Ein Führer » (Un empire pour un peuple mené par un guide).

c) Les objectifs d'Hitler :

Sur le plan économique, Hitler cherche à sortir l'économie allemande de l'hyperinflation, à **mettre fin au chômage**, et à **relancer l'industrie lourde** par une politique de relance de l'armement.

Sur le plan politique, Hitler cherche bien entendu à **contrôler les esprits**, et à **s'accaparer tous les pouvoirs**, afin d'asseoir sa main mise sur le peuple allemand.

Les objectifs d'Hitler ne se limitent pas à la politique intérieure, Hitler cherche également à mettre en place une **politique expansionniste**, il cherche à étendre le territoire allemand ; c'est **l'expansion de l'espace vital**, du *Lebensraum*, nécessaire au développement de la race

aryenne. Selon Hitler, le *Lebensraum* doit s'étendre de l'Allemagne à l'URSS. Ainsi, avant de conquérir la Pologne, Hitler va d'abord réaliser une série de conquêtes, justifiées par son **idéologie pangermaniste et irrédentiste**, et censées permettre la réunification du peuple allemand sous la tutelle glorieuse d'un seul et même état, d'un seul et même chef, **le Führer**.

d) Les moyens mis en place pour atteindre ces objectifs :

Sur le plan politique intérieur et extérieur :

Pour imposer l'idéologie nazie dans tous les territoires germanophones, Hitler va tout d'abord éliminer ses **ennemis intérieurs**, les membres de son parti en qui il n'a plus confiance, et qui commence à lui faire de l'ombre (cf : la nuit des longs couteaux, entre le vendredi 29 juin et le lundi 2 juillet, au cours de laquelle la SS³ exécute les chefs de la SA). Ensuite, il va s'attaquer à ses principaux ennemis politiques de l'époque, les communistes (cf : **incendie du Reichstag du 27-28 février 1933**). Une fois certain de ses soutiens politiques et surtout de l'absence de toute réelle opposition, Hitler va chercher à contrôler sa population à **l'aide de sa police politique**, d'abord composés des **SA** puis surtout des **SS** après la nuit des longs couteaux. La SS ne se montrera pas du tout

³ Schutzstaffel (traduit littéralement, le terme désigne un escadron de protection).

conciliante, et une violente répression va se mettre en place. Le **premier camp de concentration** allemand apparaît ainsi à Dachau dès 1933, et plus **d'1 000 000 d'Allemands** sont envoyés dans des camps de concentration **entre 1933 et 1939** pour **des motifs politiques**.

La volonté hitlérienne de contrôle de la population allemande se manifeste également (comme en URSS et dans l'Italie fasciste) par **un embrigadement de la jeunesse** (*Hitlerjugend*). Les jeunesses hitlériennes fonctionnaient au départ sur la base du volontariat, puis elles devinrent **obligatoires à partir de 1936**. Non satisfait d'embrigader idéologiquement les jeunes enfants et adolescents allemands. Hitler cherche même à **contrôler la reproduction de son peuple**, et il développe en ce sens des pouponnières nazies (*Lebensborn*), contrôlant **la formation aussi bien psychique que physique** des jeunes aryens, dès le premier jour de leur existence, et ce en dehors de toute structure familiale traditionnelle. L'individu né pour la race et pour le Reich, son seul lien véritable est avec le guide, il est en ce sens atomisé et fondu ans l'état.

Afin de **propager son idéologie** en Allemagne, Hitler va bien entendu également développer **d'importants moyens de propagande**, notamment avec l'aide de Joseph

Goebbels (ministre de la Propagande). Les affiches, les photographies, les congrès de Nuremberg (défilés militaires) vont propager des images d'une Allemagne forte et unie, peuplée de **fidèles et dévoués blonds aux yeux bleus**. Hitler va également se servir des **Jeux Olympiques de 1936** pour promouvoir sa race aryenne, en demandant à la célèbre réalisatrice **Leni Riefenstahl** de produire un film de propagande, encore reconnu aujourd'hui comme étant l'un des meilleurs films de tous les temps, *Olympia* (aussi connu sous le nom des Dieux du Stade). Enfin, la propagande, comme dans le régime fasciste et le régime soviétique, **n'épargnera pas les manuels scolaires**, qui **remanieront et censureront** l'histoire allemande pour la rendre **aussi compatible que possible avec le mythe de la race aryenne**, avec l'existence d'un **peuple germanique pur et originel**. Le Régime nazi cherche à marquer une rupture avec **un passé récent**, mais il souhaite tout de même revenir à **un passé ancestral et complètement idéalisé**, quitte à renier des siècles de civilisation, pour peu qu'ils n'aient à leurs yeux, fait que nuire au développement de la race.

Politique extérieure :

A la fin des années 30, et ce malgré les objections de Mussolini qui souhaitait conserver son influence sur l'Autriche, avec qui il partageait une frontière, Hitler va

commencer à étendre les frontières du IIIème Reich en établissant les premières frontières étendues de son *Lebensraum* pangermaniste. Il annexe ainsi successivement et pacifiquement les territoires germanophones européens (annexion de la Sarre par plébiscite le 13 janvier 1935, *Anschluss* de l'Autriche le 15 mars 1938, Annexion des Sudètes le 1^{er} octobre 1938, création du protectorat de Bohême-Moravie le 15 mars 1939, annexions hongroises entre 1938^e t 1939, et création de l'état Slovaque en mars 1939).

Sur le plan économique :

Peu après son arrivée au pouvoir, Hitler doit, s'il veut être fidèle aux promesses de son programme, trouver un moyen de supprimer le chômage, de financer une économie de guerre, et de permettre à son pays d'atteindre l'autarcie. Heureusement pour lui, il compte parmi ses proches un banquier bien ambitieux, et alors très respecté par le reste du monde financier, même à l'international, Hjalmar Schacht. Ce dernier, connu en tant que président de la Reichsbank pour avoir redressé le mark après la crise d'hyperinflation du début des années 20, va percevoir en la personne d'Hitler un moyen de gagner en influence et en pouvoir, afin d'appliquer sa propre vision de l'économie capitaliste. Il deviendra son

ministre de l'économie en 1934, et poursuivra ainsi le capitalisme d'état déjà instauré par Alfred Hungenberg.

Cherchant à user du développement **industriel** déjà très **avancé** de l'Allemagne au profit du **réarmement** et de **l'autarcie**, Hitler et son ministre de l'économie (alors Alfred Hugendberg), comprennent qu'il est nécessaire de trouver un moyen d'obtenir le **soutien des élites financières** et **industrielles** tout en cherchant à **les contrôler**. Pour atteindre cet objectif, ils vont décider de créer un immense **cartel** concentrant **l'ensemble des grands industriels allemands**, et ayant à sa tête un certain **Gustav Krupp** (célèbre industriel de l'époque). Certaines familles d'industriels, comme les Quandt, Flick, von Finck, Porsche-Piëch et Oetker, ont même profité de **l'« aryansisation » des entreprises juives**, et plus tard des travailleurs forcés (cf : *Nazi Billionnaire* de David de Jong).

Cette **cartellisation de l'industrie** mais aussi de **l'agriculture**, permet donc de les faire passer sous la **tutelle de l'Etat**. Dans une pareille configuration, l'Etat est alors en mesure de **fixer des plans quadriennaux**, décidant des approvisionnements, des **investissements**, des niveaux de productions, des prix, et de **l'utilisation des bénéfices de ces secteurs**. Le défi sur le plan agricole, tout du moins eu égard aux ambitions autarciques

d'Hitler, est d'ailleurs particulièrement important puisque l'Allemagne importe alors **1/3 de ses denrées alimentaires** (Contrairement à l'URSS ou même à l'Italie dans une certaine mesure, l'Etat nazi ne **parviendra jamais** à atteindre l'autarcie, et n'aura que l'expansionnisme impérialiste pour tenter de devenir véritablement autosuffisant).

Pour réduire le chômage, l'Etat nazi lance également des politiques **de grands travaux**, semblables sur la forme à celles du New Deal. Hitler, aussi bien pour occuper la main d'œuvre disponible que pour préparer les infrastructures de son pays à la guerre, décide ainsi de **bâtir 6000km d'autoroutes**.

Néanmoins, tous les objectifs de ces plans quadriennaux nécessitent tout de même des **financements importants**, qu'à première vue, une Allemagne encore fragile sur le plan monétaire, n'est pas en mesure d'assumer ; pour pallier à ce problème, Hitler va compter sur le génie de Hjalmar Schacht, qui va alors non seulement **creuser la dette allemande** (multiplication de la dette par 4 de 1933 à 1937), mais qui va surtout **créer une monnaie parallèle**, les **bons MEFEO**⁴. Ces derniers sont des titres financiers, convertibles en Reichmark, et créés par l'intermédiaire **d'une société écran**, la MEFEO (*Metallurgische*

⁴ Les bons MEFEO permettent également de **camoufler les efforts de réarmement**, en empêchant les puissances étrangères d'étudier en détail la nature et les montants des financements reçues par les industries allemandes.

Forschungsgesellschaft). Grâce à eux, l'Etat peut payer **sans mal et discrètement** les industriels du secteur de l'armement. En outre, ces titres financiers, par leur rentabilité (4% d'intérêt par an) et leur fiabilité, vont attirer de nouveaux investisseurs, parfois étrangers. General motors par exemple, s'est procuré des bons MEFEO durant les années 30, et a par-là contribué au développement de l'Etat nazi.

3) Le régime autoritaire de Mussolini :

a) Arrivée au pouvoir :

Après la Première Guerre mondiale, l'Italie était en proie à **une crise économique**, des **troubles sociaux** et une **frustration croissante** parmi les vétérans de guerre, les nationalistes et **la classe moyenne**. Le pays, bien que victorieux, n'avait pas obtenu **les gains territoriaux escomptés**, ce qui a alimenté un sentiment de "victoire mutilée". Dans ce contexte, Benito Mussolini, **ancien socialiste devenu nationaliste**, a fondé **en 1919** les "Fasci italiani di combattimento", les **faisceaux italiens**, un mouvement paramilitaire qui va évoluer pour devenir **le Parti national fasciste (PNF)** en **1921**. Ces faisceaux s'opposent violemment à la démocratie, qu'ils considèrent comme **un régime faible et bourgeois**, ils défendent un nationalisme autoritaire **irrédentiste**, qui

cherche à restaurer la gloire et la grandeur de l'Italie, après la déception humiliante de la première guerre mondiale. Les faisceaux, avant même l'apparition officielle du PNF, se caractérisent déjà par leur violence.

Les 27 et 28 octobre 1922, le PNF organise la marche sur Rome avec son chef Mussolini et les membres de la milice fasciste. Les membres du PNF **s'emparent alors de tous les lieux de pouvoir italien et convergent vers Rome**. Impopulaire et impuissant, le roi **Victor-Emmanuel III nomme Mussolini président du conseil**, et ce dernier obtient les pleins pouvoirs pour une année le 16 novembre 1922. Le parlement n'ait pas encore sous la tutelle de Mussolini, mais le pouvoir exécutif est entre ses mains (cf : voir constitution du Royaume d'Italie). Il faudra attendre les **élections italiennes de 1924**, et la réalisation des avantages accordés par **la loi Acerbo⁵** pour que le PNF prenne également la main sur le **pouvoir législatif**.

b) Les caractéristiques de l'idéologie fasciste :

Le fascisme prôné par Mussolini se distingue par **plusieurs éléments centraux** :

⁵ institue une représentation proportionnelle donnant **systématiquement les 2/3 des sièges** de la chambre à la liste majoritaire, quels que soient l'écart avec la deuxième liste la plus populaire.

- **Nationalisme radical** : le fascisme mettait en avant la **nation italienne** comme **entité suprême**, devant les **intérêts individuels** ou de classe. L'individu est soumis à l'Etat, il est dévoué à la Nation, il se fond dans la Nation. Ce Nationalisme **exacerbé** doit permettre de renforcer la **discipline et l'obéissance** du peuple Italien, grâce auxquelles l'Italie pourra retrouver sa grandeur, une grandeur semblable à la gloire historique et fantasmée de l'Empire Romain.

- **Anti-communisme** : Mussolini, en dépit de ses débuts socialistes, a utilisé **la peur du communisme** pour rallier à sa cause **les élites économiques, les propriétaires terriens et la bourgeoisie**, inquiets de l'influence croissante des mouvements socialistes et ouvriers.

- **Autoritarisme et culte du chef** : Mussolini a établi un régime dictatorial où il se présentait **comme le "Duce"**, le **guide incontesté**. Il a centralisé le pouvoir, **éliminé les opposants politiques**, et dissous les partis d'opposition.

- **Corporatisme** : Plutôt que d'encourager la lutte des classes, le fascisme visait **à harmoniser les relations entre patrons et ouvriers sous la tutelle de l'État**, en organisant la société en **corporations économiques**. L'Etat contrôle les relations entre les patrons et les ouvriers. Le corporatisme permet également **d'homogénéiser les**

relations économiques entre le Nord de l'Italie et le *Mezzogiorno* (le Sud, sous-développé).

- **Violence et militarisme** : la violence était utilisée comme un outil légitime pour parvenir au pouvoir et maintenir l'ordre. Les "**squadristi**" (chemises noires), des groupes paramilitaires fascistes, **terrorisaient les opposants politiques**.

c) Les objectifs de Mussolini :

Mussolini cherche à **centraliser le pouvoir** en instaurant une dictature **du parti unique**, dirigée par un **seul chef**, *il Duce*. Mussolini est donc profondément anti-démocratique, et supprime les libertés individuelles peu après son arrivée au pouvoir par l'intermédiaire **des lois fascistissimes**, établies **entre 1925 et 1926**.

Mussolini cherche évidemment à contrôler les esprits de son peuple. Le contrôle de la population passe essentiellement par **de violentes actions répressives** menées par la police politique (**l'OVRA**), ou par des groupes paramilitaires tels que **les chemises noires**. Le régime fasciste ne mettra jamais en place de plans de répression de masse comparables à la répression nazie ou à la répression soviétique, mais il cherchera toujours à instaurer un **climat de soumission** et **de peur** au sein de

l'Italie, afin de garantir l'obéissance aveugle et systématique des citoyens.

L'un des seuls hommes politiques italiens qui s'est frontalement opposé à Mussolini et à son autoritarisme au parlement, le socialiste Giacomo Matteotti, sera assassiné mystérieusement par les chemises noires le 10 juin 1924, à la suite de son discours du 30 mai de la même année, dénonçant avec virulence les violences, les fraudes et les atteintes aux libertés politiques perpétrées par les fascistes. En sortant de la chambre des députés après ce célèbre discours, Matteotti aurait même confié à ses proches : « Et maintenant vous pouvez préparer mon oraison funèbre ».

Sur le plan économique, comme Hitler et Staline, Mussolini cherche à développer l'autosuffisance de son pays afin de s'extraire du commerce et de la finance internationaux, n'établissant plus de relations commerciales qu'avec l'Allemagne nazie. Cette recherche de l'autosuffisance, de l'autarcie se traduit notamment par la mise en place d'une politique agricole ambitieuse, qui vise à augmenter la production de blé (bataille du blé initiée dans la nuit du 20 juin 1925), afin que le régime fasciste puisse se passer des marchés céréaliers internationaux, qui jusqu'alors garantissaient la satisfaction de jusqu'à un quart des besoins nationaux.

En 1925, les importations céréalières de l'Italie étaient de 25 000 000 tonnes par rapport au besoin nationale de 75 000 000 tonnes annuels. La politique agricole fasciste cherche également à **bonifier** les nombreuses terres incultes (au sens d'incultivables) du pays. Enfin, le gouvernement va violement exproprier les dirigeants des **latifondi** les **plus improductives**, afin de transformer et surtout afin de moderniser ces grandes exploitations de métayages.

Contrairement à l'Allemagne nazie et à l'URSS, l'Italie ne parviendra toutefois pas à développer un **appareil industriel** très puissant (tout du moins pour ce qui est la production des biens de consommations), limitée par **l'archaïsme** de son économie encore principalement **agraire et artisanale**.

d) Les moyens mis en place pour atteindre ces objectifs :

Sur le plan politique intérieur, le régime fasciste se contente d'abord de **supprimer le pluripartisme**, de retirer de la vie politique toute forme d'opposition antifasciste, jusqu'à instaurer explicitement sa dictature du parti unique à partir du **3 janvier 1925**. Ce passage d'une démocratie en crise à **une dictature pure et simple**, est marqué par la célèbre phrase de Mussolini : « J'assume, moi seul, la responsabilité politique, morale, historique

de ce qui s'est produit. ». Le 9 novembre 1926, les députés antifascistes sont déchus de leur mandat et à partir du 25 novembre 1926, la peine de mort pour les crimes contre la sécurité de l'Etat est rétablie, et un tribunal spécial, dirigée par la police politique fasciste, est institué pour les juger. Ce tribunal, qui n'est pas sans rappeler sur la forme les *troïki*, n'aura cependant pas un impact aussi mortifère que ces derniers, d'un point de vue strictement quantitatif. On estime qu'en 15 ans, entre 1928 et 1943, le tribunal jugea « seulement » 5319 accusés, tous condamnés à de la prison et non à des exécutions, là où la Grande terreur stalinienne a causé à elle seule la mort de plus 750 000 citoyens soviétiques. En outre, l'OVRA, contrairement au NKVD qui imposait littéralement des quotas arbitraires de populations « ennemies » à exécuter dans chaque région de l'URSS comme si la terreur elle-même se devait d'être planifiée, ne surveilla jamais que les populations qui étaient susceptibles de représenter une opposition réelle au régime fasciste (114.000 dossiers de « subversifs » antifascistes). La répression n'était donc pas systématique et absolument arbitraire comme cela a pu l'être dans le régime soviétique. Si l'on ajoute à ça le fait qu'il n'ait jamais existé de véritables camps de concentration dans l'Italie fasciste, on peut sans mal reconnaître que les méthodes fascistes de répression et de

contrôle de la population sont absolument **incomparables** aux méthodes nazies et soviétiques, tant du point de vue **du nombre de personnes concernées**, que du **point de vue des objectifs et des raisons de ses condamnations**.

Il est également important de noter, que, contrairement aux régimes nazi et stalinien, le régime fasciste **ne supprime pas complètement l'ordre politique et moral** précédent, il n'est pas révolutionnaire, la **monarchie de Victor-Emmanuel III et l'autorité morale de l'Eglise catholique** ne sont pas remises en question par l'arrivée au pouvoir de Mussolini. Avec **les accords de Latran de 1929**, celui-ci établit même **une forme de continuité et de duplicité entre le régime fasciste et les structures politiques traditionnelles de l'Italie**, à cet égard, le régime fasciste est donc bien plus proche du régime autoritaire traditionnel, **généralement conservateur**, que du régime totalitaire. Bien qu'il **n'atomise pas l'individu** en supprimant les structures politiques et morales historiques de la société italienne, et bien qu'il ne cherche donc pas à contrôler absolument l'individu, par la suppression de la sphère publique et de la sphère privée, le régime fasciste demeure un régime autoritaire, qui **cherche à mater et à contrôler sa population dans la sphère publique**, en la contraignant à **adhérer au parti unique et au discours de son chef vénéré**.

En 1932, Dino Grandi, ministre des affaires étrangères écrivait au sujet de Mussolini dans son journal : « Il est le pays [...]. Nous les hommes du commun, nous passons. Lui, il reste. ».

En outre, **la suppression de la liberté de la presse**, liée à la promulgation des lois fascistissimes, limite complètement l'accès à l'information du citoyen italien, qui ne peut plus lire que **des journaux de propagande** à la gloire du *Duce* et de son idéologie (*Il Popolo d'Italia*, *Il Tevere*, *La Tribuna* et *Il Giornale d'Italia*).

Le **culte de la personnalité** autour de Mussolini, qui incarne le fascisme autant qu'Hitler incarne le nazisme, ne se manifeste pas seulement au travers des discours, des journaux, ou **des sculptures de propagande** (l'obélisque de Mussolini, composée de 300 tonnes de marbre), il passe également par **le remaniement des manuels scolaires italiens**, au profit de **l'embrigadement de la jeunesse**. Des passages entiers étaient dédiés à la glorification de Mussolini : « Enfants, aimez Benito Mussolini Benito Mussolini a travaillé et travaille toujours pour le bien de la Patrie et du peuple italien. Vous l'avez entendu dire bien des fois par le papa, la maman, la maîtresse : Si l'Italie est désormais beaucoup plus puissante que jamais, c'est à Lui que nous le devons. Saluons-le tous ensemble A nous ! ». L'embrigadement

de la jeunesse débute d'ailleurs véritablement à partir du **3 avril 1926**, avec la **création de l'Opera Nazionale Balilla**, qui cherche à inculquer les principes de l'idéologie fasciste aux jeunes générations, sous couvert d'activités **ludiques et accessibles**, telles que des rencontres sportives ou des séances de cinéma. **En 1939**, rien que parmi les jeunes ayant entre 8 et 14 ans, on dénombre près **de 3.3 millions de babillas**.

Sur le plan économique, l'Italie fasciste fera preuve **d'une rare instabilité idéologique**, elle passera du néolibéralisme à l'interventionnisme ultra-protectionniste.

Peu après son arrivée au pouvoir, Mussolini assure que « le gouvernement fasciste assurera la liberté totale à l'entreprise privée et abandonnera toute intervention dans le secteur privé »⁶. **De 1922, à 1926**, sous la direction **d'Alberto De Stefani**, l'Italie fasciste mène une politique **éminemment libérale**, caractérisée par **ses réductions des dépenses publiques et des impôts pesant sur les plus riches** (cette tendance libérale est telle que certains économistes considèrent la politique économique des débuts de l'Italie fasciste comme une politique économique néolibérale). **En 1926**, lorsqu'une crise de **déflation frappe l'Italie**, ce sont les patrons eux-mêmes qui mettent la pression sur le gouvernement afin de

⁶ Carl T.Schmidt, *The corporate state in action ; Italy under fascism*

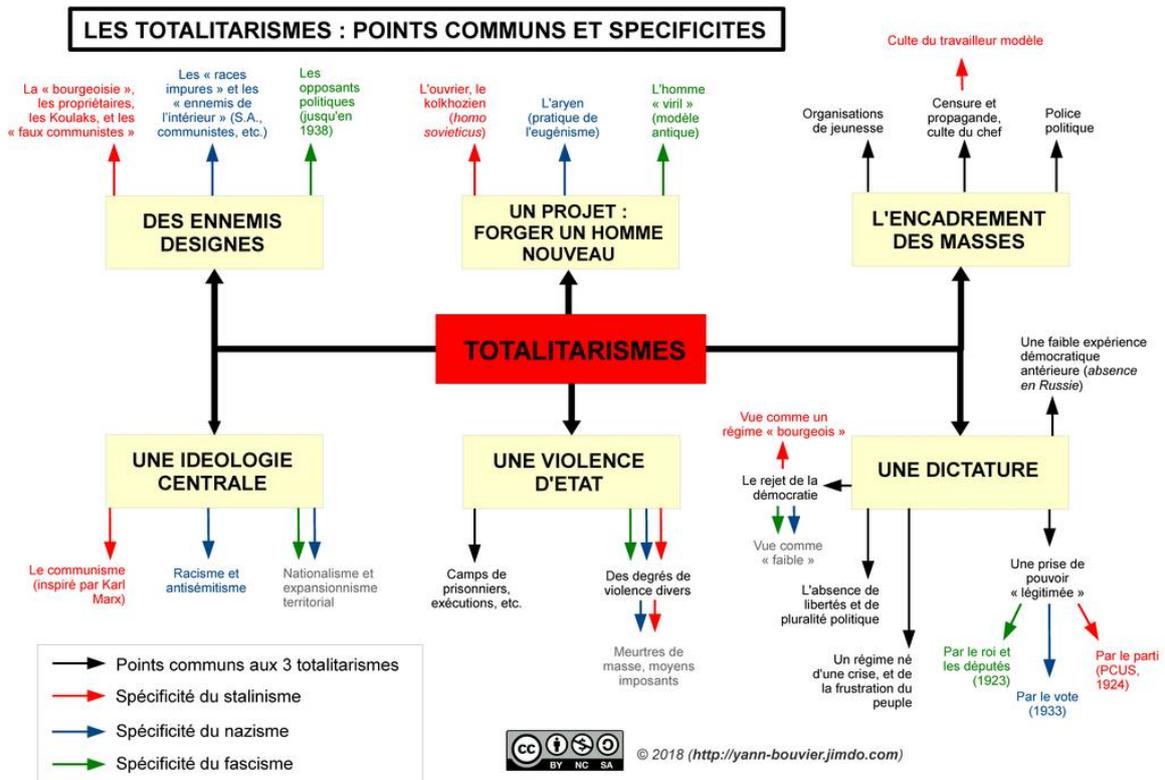
revenir à **une politique protectionniste**, celui-ci accepte, et en fait même un outil de propagande pour mettre en avant la **présence de l'Etat au sein de la vie sociale**. Après avoir **interdit le droit de grève** et ordonner la **suppression des syndicats indépendants** par le vote **des lois syndicales** de 1926, l'Etat fasciste souhaite tout de même marquer l'attention qu'il faisait mine de porter aux revendications syndicales, en promulguant la **Charte du travail de 1927**. Cette dernière vient fixer les principes **du système de corporation** apparu dès **1925**, et tend à « assurer la fin de la lutte des classes », en conciliant aussi bien les intérêts du patronat que ceux **des travailleurs**, même s'il s'avère en pratique que Mussolini s'est surtout **aligné sur les intérêts des élites financières**. Le soi-disant Etat « **organisateur** de tous les intérêts, et volonté générale qui ne prend parti pour **aucune classe** », et qui « apporte **une réponse originale** [...] à la crise du système capitaliste, **par opposition** au communisme »⁷, demeure un **Etat-Patron**.

Ce n'est véritablement qu'à partir **des années 30**, que, **touchée par la crise de 29**, l'Etat fasciste sera contraint d'intervenir sérieusement dans l'économie. En **1931**, l'Etat italien se voit ainsi contraint de creuser sa dette pour **sauver ses banques d'affaires** et **ses industries**.

⁷ Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ?*

Après l'invasion de l'Abyssinie en 1935, l'Italie fasciste se retrouve **isolée sur la scène internationale** à cause de ses ambitions **expansionnistes**, elle va alors chercher à atteindre **l'autarcie**, comme l'Allemagne nazie et l'URSS. La course à l'armement se substitue aux travaux publics, tous les investissements se concentrent sur le développement de l'industrie lourde, et donc par extension sur le financement de la coûteuse guerre d'Ethiopie. L'Etat fasciste s'enferme dans **un protectionnisme** de plus en plus exacerbé. **En août 1935**, l'Etat s'accorde même **le monopole des importations de matières premières**.

Bonus, points communs et différences entre les trois régimes totalitaires :



II- Tableau comparatif : le politique, « tout est dans l'Etat »

1- Contrôle Politique	FASCISME	NAZISME	STALINISME
Puissance de l'Etat	Grandeur romaine (Méditerranée)	Reich de Mille ans (Espace vital à l'Est)	Au service du Parti (Socialisme dans un seul pays)
Culte du chef	Le Duce	Le Führer	« Le petit père des Peuples »
Parti unique	Parti National Fasciste	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei	Parti Communiste De l'Union Soviétique
Police politique	OVRA	GESTAPO	NKVD
Propagande d'Etat	Par les défilés militaires	Par les défilés militaires et le sport	Par les défilés et le sport

Le totalitarisme

A première vue, on pourrait être tenté de remettre en question la vertu euristique du concept de totalitarisme, en considérant que l'Etat totalitaire n'est qu'une sorte de tyrannie traditionnelle à laquelle on aurait donné des moyens pratiques suffisant pour réaliser ses ambitions politiques et idéologiques démesurées. Seulement, en initiant une démarche critique, l'on se rend compte assez rapidement compte de l'unicité significative de bien des caractéristiques du concept.

En quoi l'Etat totalitaire se distingue-t-il significativement de toutes les autres formes de régimes autoritaires apparues précédemment dans l'histoire humaine ?

Tout d'abord, les régimes totalitaires se distinguent des tyrannies antiques ou des royaumes absolutistes, en tant qu'ils sont indissociables **du contexte historique dans lequel ils sont apparus**. Ils sont apparus après la première guerre mondiale, après la première guerre qui a montré qu'il était possible de mobiliser tous les secteurs de la société et toute la population pour soutenir la nation, pour

défendre avec dévouement une seule et même entité politique. En outre, les idéologies qui fondent les régimes totalitaires, notamment staliniens et nazis, prétendent tous deux titrer leur légitimité de **la science moderne**, elles prétendent détenir une connaissance **objective et incontestable du monde, de l'histoire**, elles prétendent en avoir compris les mécanismes, et être par-là en mesure d'agir de façon à accélérer la réalisation idéale **de la finalité de l'histoire**. Enfin, qu'il s'agisse de l'idéologie nazie ou de l'idéologie communiste, elles sont toutes les deux les produits d'une Allemagne **industrielle et moderne, influencée par les lumières**, plus précisément inspirée de l'Allemagne du XIXème siècle pour Marx, et de l'Allemagne du XXème siècle pour Hitler. En un certain sens, la révolution bolchévique n'aurait pas pu avoir lieu sans l'influence européenne, sans Marx, le destin de l'Empire Russe aurait certainement été tout autre, bien qu'il aurait certainement tout de même fait l'objet d'un certain nombre de révolutions. La question reste de savoir si les **régimes totalitaires fascistes** se sont simple servis de la fragilisation de la démocratie pour s'imposer en réaction face à la montée en puissance de l'URSS, ou si ce sont des régimes qui sont avant tout nés d'une détestation de la démocratie libérale des Lumières. **Fallait-il être nazi pour ne pas être communiste, ou bien être nazi pour ne pas être démocrate ?**

Maintenant, les régimes totalitaires ne sont pas seulement distincts des régimes autoritaires traditionnels, du fait que certaines de leurs caractéristiques soient indissociables du développement de la science moderne ainsi que des évolutions politiques européennes du XIXème et du XXème siècles, ils se distinguent aussi dans l'absolu par **la rupture pure et simple qu'ils imposent avec les structures civilisatrices historiques**. Dans le régime nazi par exemple, la structure familiale est **complètement dissoute**, au profit d'un développement de l'Aryen par l'Etat, comme le montre très bien l'initiative des pouponnières nazies, dans le régime soviétique, *l'homo sovieticus* n'existe quant à lui que par De plus, dans les régimes totalitaires, bien que la bureaucratie ne disparaisse pas d'apparence, les structures politiques institutionnelles tendent **à être atomisées**, le seul lien entre l'individu et l'état est **son lien avec le guide** qui à la tête du parti unique. Enfin, les régimes totalitaires sont dans **un état d'exception permanent**, où **aucune loi**, aucun principe ne **limite la réalisation de la volonté personnelle du guide**, tandis que les régimes monarchiques absolutistes ou les tyrannies ont à contrario tendance à être **très stratifiées et rigides**. Louis XIV ne peut pas **du jour au lendemain** décider d'exécuter tous les nobles de la cours, **là où Staline** peut envoyer au Goulag ou exécuter n'importe quel cadre du

parti, n'importe quel officier de l'armée comme bon lui semble. C'est d'ailleurs pour cette raison que Staline, n'instaurera jamais de cadre légal venant institutionaliser ses méthodes de répressions, ce sont ses décisions qui décidaient des politiques à mettre en œuvre.

Enfin, on ne peut pas ignorer que les régimes totalitaires emploient des moyens de propagande, de contrôle et de répression sans équivalents jusqu'alors dans l'histoire de l'humanité. Les régimes nazi ou stalinien ne cherchent pas simplement à **éliminer les opposants réels**, et à s'assurer que leur population ne se rebelle pas contre eux, ils se **créent, au travers de leur idéologie**, des ennemis parfois **complètement imaginaires**, et qui leur apparaissent comme absolument nuisibles, alors même qu'ils ne présentent aucun danger objectif pour le maintien de l'autorité de l'Etat (Quotas de déportations et d'exécutions en URSS, génocide des juifs en Allemagne nazie). En outre, vis-à-vis de la part de la population, de la nation qu'ils ne considèrent pas comme ennemie, les régimes totalitaires cherchent à obtenir d'elle un **assentiment et une dévotion absolue** (cf : voire première idée du premier paragraphe sur le lien entre démocratie fondée sur l'expression de la souveraineté nationale, et régime totalitaire) ; il faut non pas simplement que l'individu ne s'oppose pas à l'Etat, il faut que l'individu **existe seulement pour permettre**

l'accélération de la finalité de l'histoire, en agissant conformément aux **indications de l'incontestable et scientifique idéologique** qu'on lui a inculqué, et qui elle-même ne peut varier qu'en fonction de la volonté du guide à la tête du parti unique. Dans une tyrannie, l'individu **ne doit pas s'opposer politiquement** au pouvoir en place, mais il peut demeurer, individuellement et dans la sphère privée, relativement libre du reste de ses actions, tandis que dans un régime totalitaire, l'individu **ne doit n'exister**, ne doit agir que pour **concourir à l'accomplissement même de la volonté irrémédiablement vertueuse et légitime du guide**, au point que le régime atomise complètement l'individu, au point qu'il supprime toutes les structures qui étaient susceptible de lui offrir ne serait-ce qu'un semblant de liberté vis-à-vis de l'Etat.

Si tout est bel et bien politique, comme certaines dissertations de philosophie aiment parfois le soutenir, alors le régime totalitaire est en un sens la seule tyrannie qui impose ses normes politiques à tous les aspects d'une existence, auxquels jusqu'alors il ne pouvait accéder, et qu'il a qui plus est l'audace d'expliquer scientifiquement.

Peut-on considérer que les régimes totalitaires fascistes italiens et nazis soient semblables ?

Quelles sont les différences notables et venant bouleverser la vertu euristique de la notion de totalitarisme, entre le régime nazi et le régime soviétique ?

Entraînement à la dissertation

Peut-on parler de totalitarisme ou de totalitarismes ?

Dans quelle mesure peut-on considérer que les régimes dictatoriaux européens des années 30 se distinguent-ils les uns des autres, tout en conservant des points communs qui permette de souligner l'émergence d'une dynamique politico-historique unique ?

Plan :

I. Des régimes dictatoriaux qui respectent des caractéristiques communes, les faisant :

a) Des régimes qui se fondent sur des idéologies qui dissolvent complètement l'individu dans l'Etat.

- contrôle de la population dans la sphère publique et la sphère privée : suppression des libertés individuelles (lois fascistissimes, suspension des libertés individuelles du 29 février 1933)

- contrôle des esprits (propagande massive).

- création d'un homme nouveau : embrigadement de la jeunesse, rupture avec le passé.

b) Des régimes qui reposent sur une dictature du parti unique, centralisant et impérialiste.

- un guide avec les pleins pouvoirs
- répression systématique des opposants politiques : (police politique, OVRA, SA, SS et Tcheka) : appropriation des camps de concentration.

c) Contrôle total de l'économie et rupture avec le libéralisme économique, considéré par tous ces régimes comme un système bourgeois aussi nuisible et faible que ne l'est la démocratie (faux pour le régime fasciste).

- recherche de l'autarcie et opposition au commerce et à la finance internationale (Nazisme, communisme, et Italie du milieu des années 30, après la conquête de l'Abyssinie).

- politique agricole du fascisme, plans quadriennaux, militarisation de l'industrie et travaux publics en Allemagne, plans quinquennaux (dirigés par le GOSplan) et collectivisation des terres en URSS.

II. Des régimes dictatoriaux qui se distinguent malgré leurs caractéristiques communes :

a) Des idéologies nécessairement différentes et parfois même opposées.

- une idéologie nazie hostile au communisme, considérée comme un capitalisme juif dégénéré, Hitler parle d'une judéo bolchévisme, et Ernst Nolte va même jusqu'à soutenir que les totalitarismes fascistes existent par opposition avec le totalitarisme communiste.

- une idéologie fasciste qui ne prétend être légitimée par une compréhension absolue et parfaite des lois de l'Histoire ou de la Nature. Une idéologie fasciste qui ne cherche pas à anéantir complètement les institutions politiques et morales traditionnelles de l'Italie, là où l'Allemagne et l'URSS tendent à atomiser complètement l'individu.

b) Chaque régime fait singulièrement usage de la répression.

- pas de camps de concentration en Italie, très peu d'exécutions, un contrôle des opposants au régime mais de la population docile.

- des camps de concentration essentiellement répressifs en Allemagne, tandis qu'en URSS le goulag constitue un véritable outil de développement économique.

c) Chaque pays mène ses propres réformes économiques, même s'ils recherchent tous l'autarcie.

- L'Italie d'avant la crise de 29 est sans l'ombre d'un doute libéral, là où Hitler et ses ministres de l'économie, seront, dès leur arrivée au pouvoir, interventionnistes.
- tous cherchent à centraliser le contrôle de l'économie, mais tous ne cherchent pas à éliminer les représentants de certains classes sociales, les Soviétique déportent les *koulaks*, les nazis s'allient avec les grands industriels allemands, de même que les fascistes italiens coopèrent avec les élites financières de leur pays par le biais des corporations.

III. Un concept de totalitarisme, qui dans le détail ne correspond pas rigoureusement à l'Italie fasciste :